



UNIVERSITE GASTON BERGER DE SAINT-LOUIS
GROUPE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
GENRE ET SOCIETES (GESTES)



RAPPORT DE RECHERCHE
GENRE ET ENERGIE DANS LA CEDEAO



Présenté par :
Le Groupe d'Etudes et de Recherches
Genre et Sociétés (GESTES)

Sous la Direction de
Dr. Fatou DIOP
Coordonnatrice du GESTES

Mars 2006

REMERCIEMENTS

Nous remercions toute l'équipe du département Genre de la CEDEAO , notamment Dr Bolanle Adetoun ainsi que toute l'équipe du groupe GESTES en particulier MM. Abdoulaye NIANG doctorant et Alpha Bâ, étudiant en DEA de sociologie qui m'ont assistée dans le cadre de ce travail.

TABLE DES MATIERES

GLOSSAIRE	3
Résumé Analytique	4
I-)DEFINITION ET TYPOLOGIE DES ENERGIES/ GENRE	6
A-)Les différentes formes d'énergies	7
B-) Genre et contexte socioculturel	8
C-) Genre et politique énergétique	9
D-) Politiques énergétiques et formation des femmes	12
E-)Energie et activités économiques de femmes	14
II-)ANALYSE SITUATIONNELLE	
FEMMES/ENERGIE/CEDEAO/VUE_GENERALE	17
III- ANALYSE SITUATIONNELLE PAR PAYS	20
A-)Le Bénin,	20
B-) Le Burkina Faso	20
C-) Le Cap-Vert	20
D-) La Côte d'Ivoire	21
E-) La Gambie	21
F-) Le Ghana	21
G-) La Guinée	22
H-) La Guinée Bissau	22
I-) Le Liberia	22
J-) Le Mali	23
K-) Le Niger	23
L-) Le Nigeria	24
M-) Le Sénégal	24
N-) La Sierra Leone	24
O-) Le Togo	25
IV-) CADRE LOGIQUE D'ANALYSE FEMMES/ENERGIE	26
V-) EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES	28
VI-) RECOMMANDATIONS	30
WEBOGRAPHIE SUR GENRE/ ENERGIE	33
DOCUMENTS DE REFERENCE SUR L'ENERGIE	35

GLOSSAIRE

BAD	Banque Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
ENDA-TM	Environnement and Development Action Tiers-monde
FAO	Organisation Mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture
FOPEN	Fédération des Organisations Paysannes pour la Promotion des Energies Nouvelles et Renouvelables
GIE	Groupements d'Intérêt Economique
GPF	Groupement de Promotion Féminine
GPL	Gaz Pétrole Liquéfié
IDE	Institut de Développement Economique
IFAN	Institut Fondamentale d'Afrique Noire
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
ITDG	Intermediate Technology Development Group
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCB	Organisation Communautaire de Base
OMVS	Organisation pour la Mise en oeuvre de la Vallée du fleuve Sénégal
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PME	Petites et Moyennes Entreprises
P MI	Petites et Moyennes Industries
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROGEDE	Projet de Gestion Durable et Participatif des Ressources Naturelles
SEI	Stockholm Environment Institute
SED	Stratégie Nationale pour l'Energie Domestique
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
VITA	Volunteers in Technical Assistanc

Résumé Analytique

L'énergie a un impact majeur sur le développement et sur toute production industrielle : c'est pourquoi sa maîtrise est importante pour toute communauté, plus particulièrement dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO a été fondée en 1975 ; aujourd'hui, elle est composée de 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Sénégal, Togo), après le retrait de la Mauritanie en 1999.

Les pays de l'hémisphère sud –dont ceux de la CEDEAO- dépendent en grande partie de l'énergie non commerciale constituée en majeure partie de la biomasse. Par conséquent, pour produire des biens et services, ces pays en développement doivent consommer 40 % d'énergie de plus que ceux du Nord pour les mêmes productions: car les progrès technologiques permettent aux pays industrialisés d'utiliser l'énergie plus efficacement, ce qui n'est pas le cas dans les pays du sud.

L'énergie constitue un enjeu important partout dans le monde, plus particulièrement dans cette sous région composée de pays sahéliens, fortement marquée par la sécheresse.

De tous temps la planification énergétique a été conçue sans une prise en compte de la dimension genre. Cette façon de voir est d'autant plus tenace que, jusqu'à tout récemment, peu d'informations sur le rôle productif des femmes dans le domaine de l'énergie étaient disponibles. Cette vision a fortement réduit la place des femmes dans le domaine énergétique, d'où l'intérêt de cette recherche.

Plusieurs pesanteurs majeures se signalent et limitent la politique en matière d'énergie dans l'espace CEDEAO : la surexploitation de la biomasse comme source d'énergie mais aussi par une absence de moyens financiers ce qui explique en partie les lenteurs dans la mise en place de politiques d'énergies renouvelables et la faiblesse de la place des femmes dans les politiques énergétiques,.

Ces difficultés /contraintes posent des défis majeurs au niveau de cet espace géographique ; des défis liés à l'accès à l'énergie pour les femmes, en leur permettant une maîtrise des technologies en rapport avec l'énergie et au renforcement de la

formation de celles-ci sur la place de l'énergie dans les politiques de développement. Cette diversité de défis et contraintes qui sont de plusieurs ordres, suggère des réponses appropriés, si l'ensemble de la sous région ne veut pas être en reste dans la marche du monde.

Par ailleurs l'accès et l'utilisation de l'énergie posent des contraintes particulières quand on les analyse selon le genre.

D'où l'importance de relever les difficultés / contraintes auxquelles les femmes font face ; car elles sont les premières utilisatrices d'énergie pour divers besoins qui vont de la transformation de produits en passant par la commercialisation ; il y a aussi l'utilisation domestique pour la préparation des repas quotidiens qui en consomme la plus grande partie. Par exemple l'énergie tirée de la biomasse permet au Sierra Leone, à 80 % des femmes vendeuses de bois de chauffage d'avoir une source de revenus alors qu'au Mali, les femmes utilisent 40 000t de bois de chauffage annuellement pour la transformation du poisson tandis qu'à Abidjan la fumaison de poisson et la restauration tenues par les femmes consomment 60 % du bois de chauffage et 26 % du charbon utilisés dans la ville. (FAO 2000)

I-) DEFINITION ET TYPOLOGIE DES ENERGIES/ GENRE

L'énergie est devenue actuellement un enjeu de taille de par sa place dans l'économie mondiale. On parle souvent *d'échelle d'énergie* à travers laquelle certaines formes d'énergie ou de combustibles sont moins attractives et d'autres plus attractives pour des tâches particulières. Les interventions sur l'énergie visent à aider les usagers à gravir l'échelle d'énergie.

Au cours des trente dernières années, l'énergie est passée d'une question technique peu connue à une affaire d'importance civique et politique. Suite à la crise du pétrole des années 70', une multitude d'ouvrages et de politiques ont vu le jour. Si d'une part, *The Limits to Growth* (Meadows *et al.*, 1972) et *A Blueprint for Survival* (Goldsmith *et al.*, 1972), ont voulu alerter le monde contre une surexploitation du pétrole, d'autre part, certains ont comparé la crise pétrolière à la problématique du déboisement dans le monde. C'est dans ce cadre que les analystes et chercheurs se sont emparés des questions énergétiques avec une nouveauté qui consiste à mettre l'accent sur la place de la dimension genre dans ces questions. Car l'énergie domestique était devenue surtout pour les pays en voie de développement un problème de plus en plus préoccupant. Mais selon Sontheimer (1991, p. 83), dans l'empressement noté pour examiner ces questions une analyse plus poussée de la place de la femme dans la définition de celles-ci n'a pas été entièrement prise en compte.

Par ailleurs, au delà de la place des femmes dans les politiques énergétiques, le défi global consistait à impulser un processus d'appropriation des technologies adéquates à la maîtrise de l'énergie par les communautés, particulièrement les femmes. C'est sans aucun doute la raison pour laquelle lors de sa conférence sur la science et la technique en 1979 les Nations Unies ont reconnu la place prépondérante de ces deux facteurs dans le développement ; ayant constaté que toutes les populations n'en jouissaient pas de la même manière et que leurs effets peuvent varier d'une catégorie sociale à une autre. Ce point de vue a été repris dans le document sur *(Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme* (ONU, 1985b). Dans ce document, il a été demandé que soient examinés que l'impact de l'utilisation de l'énergie sur la santé et le statut socio-économique des femmes, ainsi que les possibilités de la science et de la technologie dans une rationalisation de l'utilisation de l'énergie par ces dernières.

Car pendant longtemps la planification énergétique a été conçue sur une vision erronée des rapports de pouvoir au sein des relations de genre. Aussi, jusqu'à tout récemment, peu de renseignements sur le rôle productif des femmes dans le domaine de l'énergie étaient disponibles. Cette situation a non seulement réduit la place de la femme dans les questions énergétiques, mais l'a presque exclue de toutes les questions socio-économiques.

A-) Les différentes formes d'énergies

L'énergie existe sous plusieurs formes mais son utilisation nécessite une certaine technologie. Ainsi, les moteurs, les surgénérateurs et les turbines, transforment l'énergie sous une forme utilisable, telle que la chaleur, le travail mécanique et l'électricité. Au delà de cet aspect, existe ce qui est considéré comme de l'énergie secondaire qui provient de la biomasse et de l'énergie métabolique. Ainsi, l'énergie apparaît comme un élément essentiel de l'économie moderne. La prestation de services énergétiques sous forme de cuisson, de chauffage, d'éclairage, de moteurs, d'appareils ménagers et de procédés industriels compose une importante proportion de l'économie mondiale. Presque toute l'énergie disponible (combustibles fossiles, énergie tirée de la biomasse, énergie éolienne et rayonnement incident) procède du soleil ou, dans le cas de l'énergie nucléaire, du processus d'évolution cosmique qui a donné naissance au système solaire. De plus petites quantités d'énergie proviennent de la lune (énergie marémotrice) ou du noyau de la terre (énergie géothermique). Les combustibles fossiles fournissent 78 % de l'énergie consommée dans le monde, en regard de 18 % pour l'énergie renouvelable, notamment l'hydro-électricité et l'énergie tirée de la biomasse, et de 4 % pour l'énergie nucléaire (Davis, 1990).

Les pays de l'hémisphère sud –zone où se situe la CEDEAO- dépendent en grande partie de l'énergie non commerciale constituée en majeure partie de celle provenant de la biomasse. Il n'est donc pas surprenant que leur consommation énergétique par habitant soit très minime par rapport à celle de l'hémisphère nord qui consomme les deux tiers de l'énergie mondiale. Les progrès technologiques permettant à ces pays industrialisés d'utiliser l'énergie plus efficacement. Pour produire des biens et services équivalents les pays en développement doivent consommer 40 % d'énergie de plus que ceux du Nord.

Ainsi, la maîtrise de l'énergie constitue un enjeu énorme pour l'Afrique, particulièrement dans certaines zones telle la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Même si les combustibles ligneux contribuent de manière significative à la satisfaction des besoins énergétiques de certaines activités artisanales et industrielles (exemples des brasseries artisanales au Burkina, des industries du thé au Burundi, du tabac au Malawi,), le secteur domestique, tant en milieu urbain que rural, reste le principal consommateur d'énergies traditionnelles, partout en Afrique. Ces dernières concernent surtout le bois en tant que source d'énergie primaire principalement consommée dans les zones rurales et le charbon de bois, obtenu par des procédés traditionnels de carbonisation, en tant que forme d'énergie dérivée, utilisé notamment dans les milieux urbains et plus particulièrement les capitales ce qui pose le plus souvent des problèmes de santé pour les utilisateurs, qui sont des femmes.

B-) Genre et contexte socioculturel

La situation actuelle du rapport énergie / genre, surtout dans les pays en développement, révèle l'importance du rôle des femmes dans les économies domestiques et nationales et le paradoxe que représente la faiblesse de la prise en compte de leurs besoins dans les politiques énergétiques. Cette situation est due au fait qu'il n'y a pas de réelle reconnaissance des rôles importants que jouent les femmes dans tous les secteurs de la vie économique et sociale. De nombreuses études et recherches montrent que les sociétés africaines contemporaines se distinguent par leur système patriarcale et la domination masculine ; depuis les sociétés primitives jusqu'aux Etats modernes ; même s'il y a eu le matriarcat.

En effet, la femme n'occupe pas les premiers rôles dans le système socioculturel, économique, politique et institutionnel même si elle joue des rôles multiples et importants dans tous ces secteurs. Cette situation est encore plus remarquable dans les zones rurales. Dans ces zones la question de l'énergie se complexifie davantage avec l'insuffisance des services de base, comme l'eau, les centres de santé, les transports, et les moulins. Cette insuffisance augmente considérablement le temps que les femmes consacrent aux travaux domestiques. Cette structure de leur charge de travail ne permet pas leur participation aux activités qui peuvent leur profiter, et réduit le temps qu'elles pourraient consacrer aux activités productives.

En effet la structure des rapports sociaux de sexe, particulièrement les rapports de pouvoir dans les sociétés de la sous région, est fondée sur le modèle qui suggère que l'homme étant le pourvoyeur de ressources, il est le chef de famille et le décideur dans la sphère publique ; cette vision est encore véhiculée avec des pratiques en déphasage avec la réalité qui est aujourd'hui bouleversée par un nouveau contexte. Les femmes s'investissent dans tous les secteurs des économies des différents pays de la CEDEAO, mais elles occupent une place très faible les postes de pouvoir en général, particulièrement dans les politiques énergétiques.

Cette situation limite la rationalisation et l'efficacité des activités économiques en général, et particulièrement en matière de politique énergétique dans l'espace CEDEAO.

C-) Genre et politique énergétique

C'est au début des années 80, que des programmes et des projets de développement ont été conçus un peu partout dans le monde, consacrés aux problèmes de l'énergie et de l'environnement ainsi qu'à "*l'amélioration et la diffusion de foyer*". Des technologies appropriées et économisant l'énergie peuvent aider à réduire la consommation de bois et la charge de travail dans les ménages surtout pour les femmes qui sont les principales concernées et, ainsi, influencer positivement sur le développement économique.

L'intérêt considérable manifesté à l'égard de la question de l'énergie et de la différenciation selon le genre, remonte à la crise du bois de chauffage, vécue dans beaucoup de pays dans les années 1970. A partir de cette crise, beaucoup de recherches se sont développées pour examiner le rôle des femmes dans les questions énergétiques. Une bonne partie de ces travaux portaient sur les programmes relatifs aux fourneaux et au bois de chauffage. Dans les années 1980, différentes politiques énergétiques ont analysé le rôle essentiel joué par les femmes dans les secteurs de l'énergie domestique et de la foresterie. Selon les différentes approches, les femmes étaient vues de différentes façons, notamment comme:

- des victimes de la rareté des ressources énergétiques et des problèmes écologiques connexes, qui se sont traduits par une baisse du niveau de vie des femmes et de leur famille ;

- des gestionnaires des ressources énergétiques et autres ressources naturelles au sein du ménage, du secteur agricole et des petites entreprises ;
- des personnes marginalisées par l'ensemble des programmes de développement, y compris ceux qui touchaient l'énergie;
- des intervenantes essentielles à l'élaboration de stratégies énergétiques novatrices, à la mise en œuvre de mesures correctrices et à la diffusion de nouvelles idées aussi bien à l'échelle internationale que locale.

Au demeurant, la littérature sur la place des femmes sur les questions énergétiques pour un développement adéquat dans des pays du Sud comme ceux de la CEDEAO n'a pas encore saisi tous les contours de la problématique. De ce fait, des recherches sur les répercussions du savoir-faire en science et en technologie, des progrès scientifiques et technologiques et des politiques énergétiques modernes sur la vie des femmes restent des sujets qui ne sont pas encore suffisamment explorés. Pour autant, la dure réalité du rapport des femmes à l'énergie dans la CEDEAO s'observe facilement.

Par exemple, au Mali, le beurre de karité, qu'on obtient par la transformation de la graine de *Butyrospermum parkii*, est la principale huile de cuisson utilisée dans bien des régions semi-arides d'Afrique. Cependant, le procédé de transformation exige du chauffage et il faut battre la mixture pendant une longue période ce qui est une source de perte de temps énorme pour ces femmes qui pourraient utiliser ce temps pour s'investir dans d'autres secteurs d'activités. Les femmes ont souvent demandé des technologies qui permettraient de réaliser des économies sur les plans de la main-d'œuvre et de l'énergie, mais ces technologies n'ont toujours pas été élaborées.

D'où l'intérêt d'examiner la question de l'innovation et la diffusion dans le secteur de l'énergie en tenant compte des rapports de pouvoir au sein des relations de genre

Car l'impact des visions sexospécifiques dans le secteur de l'énergie domestique sont bien visibles ; nous pouvons citer par exemple les cas :

- des fourneaux mal conçus qui sont incompatibles avec les besoins des utilisateurs finaux (qui sont surtout des femmes) ;
- les connaissances insuffisantes des femmes des propriétés de différents combustibles ;

Il y a par ailleurs le problème de la disponibilité de l'énergie, la qualité de l'environnement -surtout la biomasse au niveau de la CEDEAO- et le bien être des populations en rapport avec leur santé physique. Les planificateurs pour une meilleure résolution des questions énergétiques à l'échelle CEDEAO doivent s'attarder encore plus sur les rôles des hommes et des femmes dans la gestion des ressources énergétiques, pour espérer un jour un développement durable.

La participation accrue des femmes à l'élaboration des politiques énergétiques s'harmonise avec la recommandation d'*Action 21*(ONU, 1992a), qui préconise que tous les intéressés, surtout les femmes, participent au processus de développement et à la gestion des changements technologiques dans le domaine énergétique. Pourtant, la participation concrète des femmes est insignifiante. Par exemple, l'ONU n'a toujours pas rempli son engagement de favoriser la promotion des femmes afin qu'elles occupent 25 % des postes décisionnels.

Quelles sont les conséquences des décisions prises au niveau mondial en matière d'énergie sur l'environnement local, les moyens d'existence des femmes et d'autres groupes marginalisés ? Quels mécanismes lient ces questions aux paliers sous-régional et local?

Ces questions ont fait l'objet d'une réunion d'experts intitulée *Women, Energy and Environment : New Directions for Policy Research* tenue en janvier 1994 à Dakar, au Sénégal (IFIAS et IFAN, 1994). Cette réunion avait pour objet d'examiner trois phénomènes qui avaient suscité jusqu'alors peu d'intérêt : l'analyse critique des questions énergétiques mondiales ; les facteurs politiques qui façonnent ces questions ; les répercussions politiques, sociales et économiques de ces questions sur les femmes et l'ensemble de la société. Au delà de cet aspect, cette réunion se proposait de mettre sur pieds une data base non officielle pour les chercheurs et les organismes donateurs sur les questions énergétiques.

Mis à part le secteur de l'énergie domestique dans les pays de la CEDEAO, peu d'efforts ont été déployés pour établir une corrélation entre le contrôle que les femmes exercent sur les questions énergétiques, d'une part, et la détermination des besoins des femmes ainsi que la diffusion efficace de nouvelles technologies énergétiques, d'autre part. On ignore donc dans quelle mesure l'absence de planificatrices en matière d'énergie dans la zone CEDEAO empêche de déterminer les exigences des femmes en matière d'énergie et d'y répondre. Des données ventilées selon le sexe sont également

nécessaires pour déterminer la position des femmes par rapport aux hommes en ce qui concerne le processus décisionnel en matière d'énergie ; les effets des différentes politiques énergétiques sur les femmes et sur les hommes ; l'influence des femmes sur ces politiques. Un ensemble de planificatrices et de décideuses en matière d'énergie dans l'espace CEDEAO peut-il apporter une perspective différente à l'élaboration de politiques énergétiques?

D-) Politiques énergétiques et formation des femmes

Une grande négligence de l'éducation et de la formation peut influencer négativement sur le développement des énergies nouvelles dans la zone CEDEAO mais surtout hypothéquer la participation des femmes au processus de développement dans une aire géographique où elles constituent la plus majorité de la population pauvre. Sur la base de stéréotypes, souvent, on pense que les femmes n'ont pas la capacité d'appliquer des connaissances pertinentes à leurs problèmes énergétiques et sont dépourvues des compétences de négociation essentielles à la conception et à la mise en œuvre des réformes des politiques énergétiques.

Cependant, de nombreux documents recommandant la formulation de politiques centrées sur le genre, particulièrement l'appropriation du développement par les femmes existent. Par exemple, *Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme* (ONU, 1985b) recommandent que les femmes participent pleinement à toutes les décisions concernant la mise en œuvre de la science et de la technologie qui constituent selon beaucoup d'observateurs le socle du développement.

Or, les connaissances et les compétences pertinentes dont les femmes ont besoin pour améliorer leur efficacité dans le domaine de l'analyse des politiques énergétiques ne sont pas précisément établies. Il est donc difficile de concevoir des programmes d'études et le matériel pédagogique connexe sans savoir exactement de quelle formation ont besoin les femmes. C'est pourquoi la conception de programme de formation nécessite l'identification des domaines dans lesquels les femmes ont besoin d'acquérir des connaissances. L'écart entre le discours et les actes, dans le contexte de l'énergie, est fort édifiant. Par ailleurs, les initiatives visant à donner aux femmes une éducation scientifique et technologique en énergie sont peu nombreuses en dépit des efforts de la CEDEAO (recherches), des Nations Unies (organismes spécialisés) et d'autres organismes internationaux (GTZ, ENDA).

Cependant, certaines structures comme l'Institut International de Recherche et de Formation pour la promotion de la Femme (INSTRAW) et les Volunteers in Technical Assistance (VITA), oeuvrent pour une plus grande prise en considération de la dimension genre dans les politiques, les programmes et les projets du secteur énergétique en mettant un accent particulier sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ainsi, financé par le Bureau des services d'appui aux projets du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), un projet dont le but s'énonce comme suit a été mis sur pieds:

- Élaborer une approche systématique à l'intégration complète des femmes dans les grands programmes de développement énergétique, y compris leur planification, en démontrant, par l'entremise de projets pilotes, comment les femmes peuvent être incitées à participer pleinement à l'étude de ces questions sectorielles. Le projet contribuera également à réorienter, à réorganiser et à mieux coordonner les mesures actuelles de différents ministères et organismes en vue d'assurer une participation plus efficace des femmes aux programmes et aux projets énergétiques ;
- Pendant la première année, les responsables du projet devraient notamment faire une analyse de la situation, élaborer une approche méthodologique préliminaire, établir un cadre de fonctionnement et un programme d'activités visant à faire participer les femmes plus efficacement aux activités du secteur énergétique, préparer une réunion consultative nationale de haut niveau et élaborer le projet de programme de formation ;
- Les différentes contraintes qui entravent une participation plus efficace des femmes aux différents paliers du secteur énergétique, selon l'analyse de la situation menée dans les quatre pays tests comprennent le manque d'éducation, l'absence de participation des femmes aux projets énergétiques ou de consultation des femmes à ce sujet, la mise en oeuvre de projets énergétiques non destinés aux femmes, le manque d'information et de formation, le manque d'engagement des femmes.

D'autres structures aussi à leur niveau ont initié des projets qui mettent l'accent sur le rôle des femmes dans les secteurs de l'énergie domestique et informelle. C'est dans ce cadre que s'inscrit certaines publications initiées par le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) qui renseignent les femmes sur des techniques alimentaires leur permettant de réduire leur charge de travail, de

l'Intermediate Technology Development Group (ITDG) et le Stockholm Environment Institute (SEI) portant sur un éventail de technologies d'énergies renouvelables touchant une variété de secteurs. La Banque Mondiale quant à elle organise des colloques sur la planification et les politiques énergétiques à l'intention des cadres supérieurs (dont certains sont des femmes) de différents organismes énergétiques par le biais de l'Institut de Développement Economique (IDE).

Parce que les questions reliées à l'énergie touchent pratiquement tous les secteurs de la société, les programmes d'éducation et de formation en énergie revêtent un caractère prioritaire. C'est fort de ce constat que l'Unesco, affirmait en 1981 que ces programmes conçus pour sensibiliser davantage aux questions énergétiques touchent les universités, les établissements de recherche, les instituts de formation technique, ainsi que le grand public. La recherche devient dès lors un moyen qui peut permettre aux communautés, particulièrement les femmes d'acquérir les compétences et les connaissances idoines pour opérer des choix éclairés dans le domaine énergétique.

Par ailleurs, la recherche montre que dans certains domaines l'apport des femmes est minime et il s'agit entre autres de :

- la planification énergétique à long terme,
- la coordination de l'éducation intersectorielle et la coopération internationale, pour aborder les problèmes touchant l'approvisionnement énergétique futur et l'écologie mondiale;
- l'élaboration des normes nationales et internationales sur la consommation d'énergie dans tous les secteurs ;
- l'information sur l'état des technologies énergétiques pertinentes ;
- la participation des femmes au processus décisionnel en matière d'énergie? Quelle
- Les méthodes pédagogiques et les formes que prennent l'éducation et la formation en énergie qui sont offertes aux femmes

E-) Energie et activités économiques de femmes

L'importance des femmes dans les PME énergétivores ainsi que dans les industries à vocation domestique, notamment dans le traitement des aliments et des boissons n'est plus à démontrer dans l'espace CEDEAO. Malgré cette importance, la place de la femme est presque uniquement réduite à la consommation d'énergie

domestique. En général, relativement peu de recherches ont été effectuées sur la consommation d'énergie dans les PME et encore moins sur le rôle des femmes dans la consommation d'énergie productive. Ainsi, malgré les recommandations des Nations Unies dans le *Programme d'action de Nairobi* (ONU, 1981), qui reconnaît que l'énergie est une question qui touche les femmes, le rapport de la femme à l'énergie est réduite à l'énergie de consommation à des fins de subsistance. Cette situation est très répandue dans les pays en développement, où cette forme d'énergie est à bien des égards une source de revenus pour les femmes.

Dans les pays en développement comme ceux de la CEDEAO, les femmes font partie intégrante du circuit de production et de commercialisation de la biomasse. Ainsi cette activité contribue de façon substantielle à l'amélioration de leurs conditions d'existence à plusieurs niveaux. Ainsi selon la FAO en 1991 au Sierra Leone, 80 % des vendeurs de bois de chauffage dans les villes sont des femmes et ce travail constituait pour celles-ci leur seule source de revenu. Cela d'autant plus que la biomasse assure l'intégralité de la production d'énergie des industries à domicile.

Cependant au delà des avantages économiques induits par l'exploitation de cette biomasse, il faut noter un lourd tribut physique et une perte de temps payés par les femmes en contre partie. Par exemple au Mali au delà des risques sanitaires encourus par les femmes et la fatigue qui en résulte, il leur faut près de 106 heures pour traiter 30 kg de graines de karité. Au delà de cet aspect, il faut noter que ces industries sont souvent énergétivores. Ainsi à Mopti au Mali, il faut 40 000 t de bois de chauffage annuellement pour la transformation du poisson alors qu'à Abidjan la fumaison de poisson et la restauration tenues par les femmes consomment 60 % du bois de chauffage et 26 % du charbon utilisés dans la ville. (FAO 1991)

Face à cette situation, des initiatives pour améliorer les technologies traditionnelles ou en importer des nouvelles ont été introduites dans le souci de changer positivement les conditions socio-économiques des femmes. Il y a aussi l'ambition d'économiser le bois de chauffage et ainsi réduire le déboisement. Ces mesures résultent du constat que bon nombre d'activités effectuées dans les petites et moyennes entreprises tenues par les femmes dans les pays en développement nécessitent une quantité disproportionnée de combustible.

Mais l'évaluation inadéquate des besoins et le peu d'attention portée au savoir local pose souvent la question de la pertinence et la nécessité des technologies

transférées. A ce niveau se manifeste tous les effets pervers qui peuvent résulter des ces transferts de technologies auxquels ne sont pas associées les bénéficiaires. C'est le cas par exemple au Ghana où l'introduction d'un projet pour améliorer l'efficacité de la fabrication de charbon à partir de résidus de scieries a causé la faillite d'environ 300 fabricants de charbon dont la plupart étaient des femmes (Cecelski, 1992).

A cet effet l'élaboration de méthodes d'évaluation, immédiate et peu coûteuse à l'intention des responsables des projets et des organismes de développement, ainsi que des recherches plus appuyées pour stimuler et accompagner les différentes politiques nationales, devraient être envisagées au niveau de la CEDEAO.

D'où toute l'opportunité de combiner dans l'étude l'économique, le social, le culturel et le politique entrelacés et tous explicatifs des problèmes sexospécifiques dans le sous-secteur de l'énergie.

Les politiques énergétiques étant définies pour des milieux sociaux, des faiblesses dans ce secteur ont forcément des influences sur d'autres secteurs avec qui celui-ci est en corrélation. Ainsi, en est-il par exemple du domaine de la santé et des énergies domestiques qui influent directement sur le dynamisme, le rendement et la productivité des activités des femmes. Mais ces corrélations varient en fonction des interactions qui existent entre ce secteur et les autres.

II-) ANALYSE SITUATIONNELLE FEMMES/ENERGIE/CEDEAO/VUE_GENERALE

CEDEAO	Contraintes Obstacles	Défis	Priorités	Domaines de progrès significatifs	Domaines de faibles progrès	Exemples de bonnes pratiques	Recommandations
	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la place de la femme dans les politiques énergétiques • Surexploitation de la biomasse pour des besoins énergétiques • Absence de moyens financiers pour une mise en place de politiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'accès à l'énergie aux femmes • Permettre aux femmes la maîtrise des technologies énergétiques • Renforcer la formation des femmes sur la place de l'énergie dans les politiques de développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre effectives dispositions intégrant besoins sexospécifiques pour les hommes et les femmes en matière d'énergie • Elaborer des politiques énergétiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence au niveau des Etats de la CEDEAO de politiques énergétiques formelles • Accroissement de programmes sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> • Non prise en compte dimension genre dans plusieurs programmes sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de différents programmes menés par des ONG comme ENDA-TM • Existence de subventions de la part des bailleurs de fonds • Existence de politique de sensibilisation sur l'énergie dans tous les 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditionner chaque solution aux configurations sociales et sociétales du milieu • Cohérence des différentes politiques au niveau national et de la Cedeao en intégrant et recentrant la dimension genre dans ces politiques • Systématiser la formation aux outils genre, à la sexospécificité • Sensibiliser les femmes sur les énergies renouvelables

	<p>d'énergies renouvelables</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la place de la femme dans les politiques énergétiques uniquement aux énergies de cuisson • Grosse dépendance vis-à-vis bailleurs internationaux pour investissements • Utilisation d'énergies souvent nocives à la 	t	<p>communes en mettant les femmes à la place qui est la leur dans ces politiques</p>			<p>pays de la CEDEAO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'une plateforme multifonctionnelle avec de l'Onu avec des pays comme le Sénégal, le Bourkina Fasso, la Cote d'Ivoire et la Guinée • Implication aux mali des femmes dans les politiques énergétiques • Existence au Sénégal du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépasser la réduction de la place de la femme aux énergies domestiques • Généraliser les études poussées sur les rapports genre/énergie • Initier une démarche participative qui fera émerger les propositions par la synergie des acteurs à la base et des experts commis à cet effet • Prendre comme principe que l'intervention ne nécessite pas forcément déploiement gros moyens (cf. « hippo »), que des solutions intermédiaires s'appuyant sur l'amélioration/réadaptati on de dispositifs existants peuvent donner des
--	---	---	--	--	--	---	--

	<p>santé et les femmes en sont souvent les principales exposées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Forte dépendance énergétique de certains Etats membres de la CEDEAO 					<p>« fourneau Jambar » pour une meilleure économie d'énergie</p>	<p>résultats probants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concevoir l'énergie comme une condition et pas comme une « conclusion » du développement • Tenir compte des besoins en énergies des femmes pour le développement des PME/PMI • Renforcer la coopération énergétique entre les Etats de la zone Cedeao
--	---	--	--	--	--	--	---

III- ANALYSE SITUATIONNELLE PAR PAYS

La compréhension de la problématique de l'énergie en rapport avec la dimension genre doit s'analyser au niveau des pays de la CEDEAO selon les contraintes /obstacles, défis, les domaines de progrès significatifs et de faibles progrès pour aboutir à des recommandations selon les situations.

A-) Le Bénin,

Parmi les contraintes on peut noter sa grande dépendance économique par rapport au Nigeria, le taux d'analphabétisme élevé des femmes (57%) et le faible nombre centres de santé. Les défis qui attendent ce pays s'articulent autour de l'atténuation de la pauvreté rurale touchant majoritairement femmes et jeunes ; il y a aussi et la formation des ressources humaines aux outils d'analyse de genre. Ce pays a quand même malgré des difficultés notoires su instaurer une démocratie viable dans le contexte africain ce qui permis le retour de la confiance des investisseurs donc un rétablissement des équilibres macroéconomiques. Cependant, des progrès restent à faire dans la lutte contre la corruption, la pauvreté rurale et la prise en compte de la dimension genre dans la définition des politiques stratégiques. Dès lors, le pays doit se tourner vers une harmonisation de la politique énergétique avec le DSRP mais aussi à la redéfinition et au renforcement de sa coopération énergétique avec le Nigeria.

B-) Le Burkina Faso

Le pays souffre de sa forte dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi de la forte orientation de sa consommation domestique vers la biomasse. Face à de telles contraintes, les défis à relever sont entre autres de fournir aux femmes des supports technologiques (presses karité, concasseurs manuels, décortiqueuses, ...) appropriés, de favoriser la production d'énergie par la valorisation des déchets ; de réaliser des études d'impact sur l'environnement des projets énergétiques et d'accompagner efficacement le mouvement associatif émergent. Celui ci favorise notamment la valorisation femmes dans le processus de développement. Pour relever tous ces défis et résoudre la problématique énergétique, ce pays doit s'orienter vers la promotion de l'utilisation du GPL, du Bio gaz, du solaire et de l'éolien, la diffusion des technologies énergétiques, l'équipement les coopératives, et l'électrification des structures décentralisées.

C-) Le Cap-Vert

Ce pays rencontre des handicaps liés au faible accès à l'eau potable dont les femmes doivent assurer l'approvisionnement, au taux d'analphabétisme élevé des femmes (35%) au sous-emploi élevé dans la population générale particulièrement chez les femmes (entre 10 et 30% d'une île à l'autre) et à la féminisation de la pauvreté surtout

en milieu rural où femmes représentent 38% des chefs de ménage. L'accès à l'eau potable constitue plus qu'un défi pour ce pays comme l'est aussi la lutte contre la pauvreté. Pour faire face aux problèmes énergétiques, le pays doit renforcer la formation des femmes sur la question énergétique, réduire la dépendance énergétique du pays et mieux intégrer la dimension genre dans les projets et programmes énergétiques

D-) La Côte d'Ivoire

Les principales contraintes dans ce pays sont liées à la pandémie du sida (9% femmes enceintes en ville ; 5,6% en milieu rural, en 2002 OMS) et le taux d'analphabétisme élevé des femmes (61,6% en 2001) qui risque de s'aggraver du fait de la désertion des zones sous contrôle rebelle par les enseignants constituent des sources de. Le plus grand défi pour ce pays reste aujourd'hui la restauration effective et définitive de la paix facteur obligatoire pour l'émergence de tout autre. Pour asseoir sa politique énergétique, ce pays doit mieux orienter les ressources existantes, dépasser la réduction de la place des femmes dans la définition des politiques énergétiques, restaurer un climat de confiance pour les femmes et les enfants qui sont les principales victimes de la crise

E-) La Gambie

Dans ce pays, la dépendance énergétique vers l'extérieur et la faiblesse des ressources pour la production d'énergie constituent des handicaps, même s'il faut par ailleurs noter l'insuffisance des infrastructures de base ce qui est un frein à tout projet de développement. Ce pays devrait tendre vers l'initialisation de politiques qui mettent au centre la dimension genre et développer des infrastructures liées à la pêche pour faciliter la transformation et la commercialisation des produits de pêche.

F-) Le Ghana

Ce pays est confronté aux obstacles qui ont pour nom augmentation régulière du prix de l'eau qui grève le faible budget des femmes, dépendance énergétique et biomasse comme principale source d'énergie. Face à de pareils obstacles des défis comme donner une dimension politique selon une approche genre et une meilleure exploitation des ressources existantes s'imposent. Cependant, même si des efforts restent à faire dans la prise en compte de la dimension genre dans la législation du pays et l'existence de programme de formation des femmes sur l'économie des énergies, ce pays a effectué des avancées notoires dans le renforcement des capacités des femmes dans les administrations locales avec le ministère ghanéen de l'Administration locale et du Développement rural. C'est fort de ce fait que le pays a su promouvoir des radios rurales avec émissions sexospécifiques et des énergies propres. Pour autant, le Ghana doit tendre à dépasser les images stéréotypées de la place de la femme dans la société et

donner une place plus prépondérante de la dimension genre dans la politique énergétique du pays.

G-) La Guinée

Le pays souffre de la vision stéréotypée de la place de la femme dans la société, de son incapacité à dépasser la réduction de la place de la femme dans les politiques énergétiques aux énergies domestiques et de la presque inexistence des femmes dans le tissu économique formel. Cette situation pose des défis telle que renforcer la formation et l'alphabétisation des femmes et mieux promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Pour ce faire, la Guinée doit renforcer la dimension genre dans sa législation, redéfinir la place des femmes dans les politiques énergétiques et exploiter le potentiel énergétique existant.

H-) La Guinée Bissau

Cet Etat est handicapé par sa dépendance énergétique et le fait que pays est souvent déstabilisé par des crises politiques. Devant cette situation des défis comme renforcer considérablement les trop faibles infrastructures, avoir une société civile plus forte qui prenne en charge davantage les droits des citoyens (éducation, santé quasiment à genou), selon une approche sexospécifiques, par les associations locales, les ONG, ...selon une action/communication à la base, revoir le cadre législatif qui fragilise la promotion de la femme, mettre en pratique Politique et Stratégie d'Intégration de la Femme dans le Développement et le Plan Cadre Femme et Développement 1997/2002, appuyer, par des politiques de rentabilisation optimisées, la culture maraîchère (= 40000t en 2001) promue majoritairement par les femmes, encadrer l'économie informelle (notamment le petit commerce où les femmes dominent) et promouvoir l'alphabétisation des femmes avec l'écart qui s'est aggravé (76,2% de femmes analphabètes en 2000 contre 76% en 1991. dès lors, le pays doit redynamiser le plan cadre femme et développement 1997/2002 et réduire sa dépendance énergétique à la biomasse.

I-) Le Liberia

Ce pays souffre des infrastructures mal en point ou inexistantes, du traumatisme subis par beaucoup de femmes durant la guerre, de la presque inexistence de circuit de distribution d'énergie, de la forte dépendance à l'énergie de biomasse du fait de la guerre. Pour faire face à cette situation le pays doit relever le défi du renforcement des droits des femmes annoncé par la présidente, de la reconstruction des infrastructures et de la redéfinition véritable de la place des femmes après des années de guerre. Ce handicap peut être surmonter par le fait que le pays soit le premier à avoir à sa tête une femme Chef d'Etat démocratiquement élu en Afrique. Pour sortir de sa situation

actuelle le Libéria doit continuer dans la voie de la consolidation de la paix, de la définition d'une politique énergétique prenant plus amplement en compte la dimension genre et assurer une formation aux femmes victimes des années de guerre pour une maîtrise des technologies énergétiques.

J-) Le Mali

Le Mali connaît des contraintes qui ont pour nom forte dépendance énergétique et surexploitation forestière pour des besoins énergétiques. Ceci pose des défis comme celui de la redéfinition des politiques énergétiques et du dépassement de la réduction de la place de la femme en matière d'énergie. Le pays a quand même réussi à opérer une intégration de la dimension genre dans les nouvelles politiques énergétiques et l'intégration dimension genre dans la réalisation forages (pompes manuelles de qualité pour réduire calvaire des femmes surtout en milieu rural). Le pays s'est d'ailleurs remarqué par le lancement de la Stratégie Nationale pour l'Energie Domestique (SED) à partir de 1996 et son appui aux opérateurs privés nationaux dans la fabrication d'équipements pour une meilleure gestion de l'énergie domestique surtout avec la plate forme multifonctionnelle. Cependant le pays gagnerait à renforcer avec le Sénégal et la Mauritanie les capacités du barrage de Manatali pour réduire la dépendance énergétique mais surtout tendre vers l'utilisation des énergies propres.

K-) Le Niger

Le pays rencontre des difficultés liées au fort taux de fécondité (7,2, le plus élevé au monde selon les NU en 2000) ce qui aggrave la faiblesse couverture infrastructurelle, au taux alphabétisation des femmes très faible (10,6%) à la forte dépendance énergétique et à l'utilisation abusive de la biomasse. Devant une pareille situation le pays doit faire face à plusieurs défis que sont : combattre la féminisation de la pauvreté, rendre effective l'égalité des droits reconnue par le code pénal, vulgariser le concept genre méconnu par bien des leaders d'opinion, faciliter un accès à l'eau potable pour combattre maladies d'origine hydrique, libérer du temps pour les femmes et opérationnaliser l'Autorité de Régulation Multisectorielle créée en 1999 qui intègre théoriquement les télécoms, l'énergie, le transport, l'eau. Ces défis devront faire face à la capacité à dépasser les visions stéréotypées de la place de la femme à l'intégration des femmes dans le tissu économique nationale et la réduction de la dimension genre dans les politiques énergétiques. Pour résoudre les problèmes qui ont trait à l'énergie, le Niger devrait valoriser le fleuve Niger pour en faire une source d'énergie propre et impliquer les femmes dans la définition des politiques énergétiques. Ceci pourrait d'ailleurs être facilité par la prise en compte de l'énergie dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) du pays.

L-) Le Nigeria

C'est un Etat qui rencontre des handicaps comme la corruption, l'insécurité et le fait d'être un importateur d'énergie malgré son rang de producteur de pétrole. Il fait face aux défis que sont harmoniser les législations qui varient d'un Etat à un autre et un partage plus équitable des revenus énergétiques. Le pays pourrait s'améliorer dans la capacité des autorités à faire profiter les populations des ressources énergétiques existantes et à diminuer son insuffisance énergétique malgré la place du pays dans l'OPEP. Le pays devrait d'ailleurs instaurer une meilleure gestion des énergies dont dispose le pays et redéfinir la place du genre dans les politiques énergétiques.

M-) Le Sénégal

Ce pays souffre du fait que 67% des femmes seraient analphabètes, 86% en zone rurale, de la non application des politiques énergétiques définies, de sa forte dépendance énergétique et du fait que la biomasse soit la principale source d'énergie. Il fait face aux défis que sont rendre les énergies renouvelables accessibles, investir dans des énergies « propres » et dépasser les clichés sur la place de la femme dans la société. Il existe des domaines où des progrès ont été réalisés ; il en est ainsi de l'existence de politiques énergétiques, de l'investissement dans des technologies qui permettent une économie d'énergie de la sensibilisation de ENDA-TM surtout à l'endroit des femmes et surtout de l'existence d'un code forestier pour contrôler l'exploitation de la biomasse. D'autres domaines des progrès sont à faire il s'agit de la faible intégration du genre dans les politiques énergétiques et de la réduction de la place de la femme dans les politiques énergétiques aux énergies domestiques. De bonnes pratiques comme la subvention du gouvernement pour l'acquisition des bombonnes de gaz et la formation des femmes sur les économies d'énergie par des ONG comme ENDA-TM existent dans ce pays. Mais le Sénégal gagnerait à améliorer la coopération avec le Mali et la Mauritanie pour une rationalisation de Manantali, à mieux intégrer la dimension genre dans les politiques énergétiques, à dépasser la réduction de la place de la femme à uniquement l'énergie domestique, à collaborer avec les GPF (500000 membres) pour développer et faire approprier une politique intégrée genre/économie et à coordonner davantage les dispositifs nationaux avec les implications de gestion locale que requiert la décentralisation.

N-) La Sierra Leone

La Sierra Leone connaît des contraintes que sont insécurité et Corruption exacerbées par une économie de guerre florissante. Le pays doit passer à l'instauration d'une paix définitive après des années de guerre dont les femmes et les enfants en sont les principales victimes, à définir des politiques énergétiques qui mettent l'accent sur la dimension genre et à former et sensibiliser les femmes à leurs droits et devoirs.

O-) Le Togo

C'est un pays handicapé par une mainmise d'étrangers sur les opportunités commerciales les plus significatives, une grande informalité des activités des femmes très mal encadrées par l'Etat et une forte dépendance énergétique. Les défis du pays sont organiser les femmes qui sont très présentes dans le commerce, renforcer l'épargne intérieure en mobilisant par exemple le pouvoir économique des « nana-benz » et mieux impliquer les femmes dans les politiques énergétiques. Ce pays devrait renforcer la place des femmes dans la définition des politiques énergétiques surtout les « nana-benz » qui sont très actives dans l'économie nationale, rationaliser l'exploitation des ressources naturelles et les valoriser, promouvoir l'utilisation des énergies alternatives et renforcer les capacités de production d'énergie.

IV-) CADRE LOGIQUE D'ANALYSE FEMMES/ENERGIE

OBJECTIF GENERAL	Accès équitable et différencié des hommes et femmes à l'énergie par rapport à leurs besoins spécifiques	
OBJECTIFS SPECIFIQUES/ INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES
<ul style="list-style-type: none"> • Vote et adoption de lois, dispositions, mesures...nationales et internationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Ratification CEDEF, Plateforme de Beijing, existence Ministère de la femme ou équivalent, ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité en vue d'être reconnu « ouvert »
<ul style="list-style-type: none"> • Application des lois, dispositions, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux représentation femmes dans Conseils élus, Adéquation Documents nationaux d'orientation et de définition des politiques (DSRP, PSE...) / leur mise en pratique 	<ul style="list-style-type: none"> • Résistance des hommes, et même de certaines femmes, conflits, déstructuration sociale...
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction pénibilité des tâches des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes, rapports sur temps de travail des femmes, gain de temps pour s'investir dans d'autres activités. 	<ul style="list-style-type: none"> •
<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation temps des femmes avec l'utilisation d'énergies qui ne requièrent pas un gain temporel important 	<ul style="list-style-type: none"> • Ratio part des femmes dans activités économiques// taux d'utilisation par femmes avec Etudes et rapports ONU, Cedeao, OCDE, PNUD, UA, sur l'énergie –surtout domestique 	<ul style="list-style-type: none"> •

<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la santé des femmes avec la présence des énergies propres 	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes, Bilans, Rapports OMS, Ministères santé, MSF 	<ul style="list-style-type: none"> •
<ul style="list-style-type: none"> • Education et formation des femmes aux technologies pour une économie et une maîtrise des énergies 	<p>Rapports Famafric.org, apc.org, enda.org, UIT, DAW,</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Méfiance des hommes, exacerbation du contrôle social
<p>HYPOTHESE</p>	<p>Meilleure intégration des femmes dans les politiques énergétiques permet une orientation des femmes vers d'autres secteurs d'activités surtout économiques</p>	
<p>ACTEURS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • OCB • Etats et services décentralisés spécialisés • Groupements de femmes • ONG/Société civile/Organismes/Partenaires nationaux et internationaux au développement dont particulièrement la Cedeao 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflits entre différentes logiques d'action

V-) EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES

Malgré les difficultés inhérentes à la problématique de l'énergie des pays ont su mettre en place des politiques favorables qui permettent une plus grande visibilité de la question et permettant ainsi aux femmes de gagner toute la place qui est la leur dans la définition de ces politiques. Mais il faut noter que la pertinence de ces pratiques varie selon qu'on se trouve dans un pays du Nord ou du Sud.

Ainsi si en Haïti le Bureau des Mines et de l'Energie s'évertue en collaboration avec des partenaires extérieurs à produire des technologies nouvelles pour économiser les sources d'énergie, au Québec l'accent lui est surtout mis sur les énergies propres. Ainsi plusieurs subventions ont été instaurées au Canada pour pousser les populations à l'économie de l'énergie mais aussi et surtout à l'utilisation des énergies dites propres. La Chine n'est pas en reste dans l'instauration des ces politiques énergétiques car cette question est devenu pour ce pays avec son boom économique plus qu'un enjeu de taille.

Dans les pays de la CEDEAO des pratiques louables existent dans certains pays mais il faut surtout souligner à ce niveau que ces politiques sont souvent initiées pour lutter contre la désertification et améliorer les conditions de vie des femmes surtout en milieu rural ou elles sont souvent victimes des effets négatifs occasionnés par l'énergie domestique pour la santé et la perte de temps qui empêche aux femmes de s'investir dans d'autres activités.

C'est le cas au Mali avec la plate forme multifonctionnelle qui au delà de permettre l'accès de l'énergie aux femmes permet à ces dernière d'avoir une source de revenus. Cet exemple fut tellement salutaires pour les femmes rurales au Mali que l'exemple a été reproduit dans des pays comme le Sénégal, le Burkina Faso, la Guinée et la Côte d'Ivoire grâce à l'appui du PNUD et le programme bénéficie aujourd'hui de l'appui d'autres structures des Nations Unies comme l'ONUDI, l'UNICEF et le FIDA.

Au Bénin un schéma directeur d'électrification rurale a été mis sur pieds et le gouvernement s'active pour la gazéification des zones cotonnières. Le Burkina Faso lui, envisage dans le cadre de sa politique énergétique d'accélérer l'électrification rurale et l'amélioration des conditions de vie des populations. Il existe en Mauritanie une Agence d'Accès Universel aux Services, qui a pour but d'améliorer à travers ses programmes d'investissement public, le taux de desserte en électricité et de promouvoir l'interconnexion des réseaux là où des économies d'échelle sont possibles. Il existe dans le département de Louga au Sénégal la FOPEN-solaire qui est un réseau de 12 associations paysannes, d'ONG, de groupements d'intérêt économique (GIE) ruraux qui travaillent à la diffusion, l'installation et le suivi de systèmes solaires au Sénégal. Toujours au Sénégal, le PROGEDE a permis la production et diffusion de foyers

améliorés (Diambar et sakkanal), l'amélioration de la chaîne de distribution du gaz butane et la lutte contre une surexploitation de du bois de chauffage.

A ces initiatives nationales, s'ajoutent des initiatives au niveau sous-régional, notamment avec les interconnexions des réseaux électriques du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal dans le cadre de l'Organisation pour la Mise en oeuvre de la Vallée du fleuve Sénégal (OMVS/Manantali).

Au niveau continental l'Afrique à travers le NEPAD s'est doté, dans le domaine de l'énergie, d'un Plan d'Actions à Court Terme² (PACT, 2003-2008), grâce à l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD). Il faut souligner que ces quelques ne sont que le reflet de bons nombres d'autres qui sont presque partout initiés, ce qui démontre l'importance qu'occupe actuellement l'énergie dans l'économie mondiale. Mais il faut noter que ces politiques font souvent une place réduite à la dimension genre car la variable femme n'est prise en compte que pour l'énergie domestique particulièrement pour la cuisson surtout dans les pays en développement comme ceux de la CEDEAO. Il faut aussi souligner l'importance du projet de la Grande Muraille Verte consistant à planter 7000 arbres entre Dakar et Djibouti initié par le Président Olosegun Obasanjo.

VI-) RECOMMANDATIONS

Pour la communauté mondiale, le plus grand défi consiste aujourd'hui à assurer l'accès à l'énergie commerciale aux 2 milliards de personnes qui en sont encore privés. Les femmes et les enfants des pays en développement consacrent souvent leur journée à ramasser du bois ou des déjections animales pour alimenter des feux de cuisson ou des fourneaux rudimentaires : ces pratiques nuisent à l'environnement et elles sont nocives pour la santé des familles mais les femmes et les enfants en sont les principales victimes. Cette est plus accrue dans les pays du Sud du Sahara où il prévaut un manque criard de technologies qui puissent permettre de se procurer les énergies propres. C'est d'ailleurs la situation qui prévaut au niveau de la CEDEAO. Pour faire face aux difficultés énergétiques et accroître la position des femmes dans les politiques définies à cet effet, il faudrait entre autre :

- Un investissement d'envergure mondiale ce qui produirait une amélioration considérable de l'environnement. Malheureusement, les politiques énergétiques et environnementales ont tendance à concentrer les investissements directs dans les pays industriels alors qu'ils auraient un impact bien supérieur sur l'environnement – et la condition humaine en générale – dans les pays en développement et dans les économies en transition.
- Conditionner chaque solution aux configurations sociales et sociétales du milieu
- Une cohérence des différentes politiques au niveau national et de la Cedeao en intégrant et recentrant la dimension genre dans ces politiques
- Systématiser la formation aux outils genre, à la sexospécificité
- Sensibiliser les femmes sur les énergies renouvelables
- Dépasser la réduction de la place de la femme aux énergies domestiques
- Généraliser les études poussées sur les rapports genre/énergie
- Concevoir l'énergie comme une condition et pas comme une « conclusion » du développement
- Tenir compte des besoins en énergies des femmes pour le développement des PME/PMI
- Renforcer la coopération énergétique entre les Etats de la zone Cedeao
- Changer la direction des politiques énergétiques pour mieux intégrer la dimension genre
- Créer un climat favorable au niveau de la Zone CEDEAO un climat favorable aux investissements
- Revoir les coûts de l'énergie. Le plus souvent les subventions sur l'énergie profitent moins au plus pauvres qui sont majoritairement des femmes

- Revoir les programmes énergétiques pour permettre son accès à des couches de la population qui souffrent de son manque
- Favoriser le partenariat avec d'autres structures pour le financement des projets et programmes énergétiques de la CEDEAO
- Mieux cibler l'aide apportée aux femmes dans les politiques énergétiques
- Instaurer un nouveau modèle de consommation énergétique. Cela permettrait de dépasser la croyance selon laquelle l'accroissement de l'approvisionnement énergétique garantit le bien-être de la société
- Recentrer les services énergétiques ce qui permettrait de rendre les questions énergétiques beaucoup plus sensible aux facteurs liés à la différenciation sexuelle
- Adopter un modèle de développement énergétique durable ce qui influencerait de manière positive sur le travail, la santé, la génération d'emplois et les conditions de vie des femmes
- Décentraliser la production énergétique ce qui accroîtrait les possibilités des femmes entrepreneurs en améliorant leur efficacité et les permettant d'utiliser des sources d'énergies renouvelables dans de nombreuses entreprises énergétiques à forte intensité de combustible
- Surtout veiller à ce que les intérêts et les besoins des femmes puissent être correctement reflétés dans la formulation des politiques énergétiques.

ANNEXES

WEBOGRAPHIE SUR GENRE/ ENERGIE

www2.gtz.de/hep/franzoesisch/p10.htm
www.users.skynet.be/idd/doc/energy/SE2P2.ppt
www.energia.org/resources/manuel/concepts_french..Pdf
www.siteresources.worldbank.org/EXTAFREGTOPGENDER/Resources/ghps21001_fr.Pdf
<http://fr.allafrica.com/energy/bydate/?n=1>
<http://fr.allafrica.com/stories/200512220546.html>
www.ourplanet.com/imgversen/123/french/asadi.html
www.undp.org/sgp/cty/Mauritania/pfs5631.htm
www.unccd.int/cop/reports/africa/natioal/2002/chad_fre.pdf
http://www.aidtransparency.org/observatoire/lire.cfm?var_art=841&var_rub=ECONOMIE
www.humanitarianinfo.org/.../keydocs/autres/Reussir%20la%20decentralisation_Synthese_Mali_27-28%20Oct%2005.doc
www.cilssnet.org/predas/financements/Fonds%20Europeen.pdf
http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/p335of/p335of0.htm
<http://www.rehred-haiti.net/membres/bme/synergie/numero4/syn4vf.pdf>
www2.gtz.de/hep/franzoesisch/fo1b.htm - 19k -
www.niger-ue.net/proformar/syrene_pf.pdf -
www.undp.org/bj/publications/rapport-eco-soc-benin-2002.pdf
www.rehred-haiti.net/membres/bme/synergie/numero1/charbon.html
<http://resosol.org/conferences/DGroues.html>
www.resosol.org/Developpement/nouveauecombustible.html
www.goldcdm.net/fileadmin/goldcdm/Network/German_NGOs/lernen_helfen_leben/Dokumente/Le_P_trole.pdf
www.bioenergy.free.fr/boisenergie/pdfs
www.enda.sn/energie/NRJ-PAUVRETE.pdf
www.undp.org/seed/energy/exec_fr.html
www.nonukes.org/safenrFR.htm - 116k -
www.wbgu.dewbgu_jg2003.pdf
www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1999/09/17/000009265_3980624143048/Rendered/PDF/multi_page.pdf
<http://www.ier.uni-stuttgart.de>

<http://www.gtz.de/desert>
<http://www.unccd.int>
<http://www2.gtz.de/hep/franzoesisch/fo6.htm> \l "top"
<http://www.sei.se/>
<http://www.rwedp.org/>
<http://www.itdg.org/home.html>
<http://www.energia.org>
<http://www.enda.sn/energie/indexpea.htm>
<http://www.who.int/docstore/bulletin/pdf/2000/issue9/bulo711.pdf>
<http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/index/html>
[http://www.burningissues.org/energy-ladder.htm.](http://www.burningissues.org/energy-ladder.htm)
http://eia.doe.gov/emue/cabs/chad_cameroon.html#back
<http://www.wds.worldbank.org/servlet/WdSContentServe>
http://www.stadtwerke-herten.de/content/espartips_05.phpr/WDSWP/IB1999/17
http://econ.worldbank.org/files/1698_wps2590.pdf
www.worldenergyoutlook.org/weo/pubs/weo2002/EnergyPoverty.pdf
www.islimited.co.uk/chad.htm
http://www.afrpren.org/Pubs/WorkingPapers/wpp8_sum.htm
<http://www.mann-elektrotechnik.de/photovoltaik.html>
www.worldbank.org/files/Chad_PRSP.pdf
<http://www4.worldbank.org/afr/poverty/pdf/docnav/02944.pdf>
www.stromtip.de
www.worldbank.org/poverty/data/2_6wdi2002.pdf

DOCUMENTS DE REFERENCE SUR L'ENERGIE

BANQUE MONDIALE; PNUD

Titre: Rwanda : problèmes et choix énergétiques, juillet 1991

BANQUE MONDIALE; PNUD

Titre: Maroc : problèmes et choix énergétiques, mars 1984

BANQUE MONDIALE; PNUD

Titre: Recherche sur les besoins et l'approvisionnement en énergie dans les pays en développement : rapport final, novembre 1982

CCE

Titre: L'énergie et le développement, quel enjeux? quelle méthode? = Energy and development, what challenges? which methods : programme de recherche et resultats = research program and results

CEAO; USAID

Titre: Energy efficiency and conservation in West Africa : Proceedings of seminar held in Lomé, Togo, march 30, april 8, 1983

CISSE, Saloum

Titre: Evaluation des besoins de formation d'énergéticiens et identification des instituts de formation au Sénégal

CONFERENCE MONDIALE DE L'ENERGIE

Titre: Conférence Mondiale de l'Energie, 14^e congrés Montréal, Canada 17 au 22 septembre 1989 : l'énergie demain

GIROD, J.

Titre: Le diagnostic du système énergétique dans les Pays en Développement

GNANSOUNOU, E.; ESSADE, A.; SALGADO, M.;

Titre: Méthodes d'analyse du système énergétique du Sénégal(MASENS): présentation de la méthodologie

GNANSOUNOU, E.; ESSADE, A.; RODRIGUEZ, C.;

Titre: Demande d'énergie du secteur résidentiel : modélisation

JAMBES, J.P.; DI MEO, G.; GUERRERO, R.;

Titre: Energie, Espace géographique et société dans l'agglomération de Dakar

PIATIER, Henri; NIEMIROWICZ, Ewa

Titre: Atelier sur les besoins de formation en matière d'énergie : expérience française et spécificités africaines, Paris 11-12 déc., 1986

EPE

Titre: Energie Internationale 1988-1989 : rapport annuel sur les évolutions énergétiques mondiales

CARTER, Jane

Titre: Energie dans les Pays en Voie de Développement : I- La maîtrise de l'énergie dans les Pays en voie de développement, II-la conservation de l'énergie, le besoin d'un foyer institutionnel plus solide

ESDAY, Jose R.

Titre: Summary 1988 power data sheets for 100 developing countries, august 1991

BANQUE MONDIALE. WASHINGTON; PNUD. NEW YORK

Titre: Pacific household and rural energy seminar : Port vila, Vanuatu november 5-9, 1990

THIAM, Alioune Tamchir

Titre: Etude comparée des politiques d'adaptation des pays africains aux perturbations énergétiques internationales : Mali, Sénégal, Niger, Côte d'Ivoire, Ghana et Guinée

Collectivité(s)Auteur: CONSEIL MONDIAL DE L'ENERGIE. MADRID

Titre: Energy and life : World Energy Council 15th congress, Madrid 1992=Conseil Mondial de l'Energie XVè congrés, Madrid 1992

ENDA. PROGRAMME ENERGIE

Titre: L'énergie au Senegal : Edition 1990

ENDA TM. DAKAR; UNESCO. PARIS

Titre: Projet pilote regional de l'information sur l'energie en Afrique de l'Ouest : Répertoire des travaux post-licence thèses et diplôme sur l'économie de l'énergie dans les pays de la CDEAO

ENDA-ENERGIE. DAKAR; IEPE. GRENOBLE

Titre: L'énergie en Afrique : Situation énergétique de 34 pays

ENDA. ENERGIE. DAKAR

Titre: Cadre institutionnel et mécanisme de régulation des systèmes électriques des pays en développement-Elaboration d'un ouvrage sur la situation énergétique des pays africains-l'Energie dans l'économie

populaire urbaine : Evolution des consommations urbaines et la transition énergétique dans l'agglomération de Dakar

ENDA. DAKAR; BAD. ABIDJAN; FAD. ABIDJAN

Titre: Diagnostic de l'enseignement de l'énergie dans le système éducatif en Afrique et l'étude des besoins en main d'oeuvre qualifiée dans le domaine de l'énergie : Proposition

DIRECTION DE LA PLANIFICATION. DAKAR

Titre: Le secteur de l'énergie au Sénégal : Etudes prévisionnelles, évaluation de projets de planification

KABORE, Jean

Titre: Energie domestique et programme "foyer amélioré métalliques" dans les villes de Ouagadougou : Analyse de la situation et perspectives de 1984 à 1989

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. LUXEMBOURG

Titre: Energy balances of forty developing countries=Bilans énergétiques de quarante pays en développement=Balances energéticas de cuarenta países en desarrollo

SENEGAL. MINISTERE DE L'ENERGIE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE

Titre: Premier symposium national sur l'énergie : Les problèmes de la filière énergétique et les perspectives de solutions, Ecole Polytechnique de Thies 31 mai-02 juin 1995

: BANQUE MONDIALE. WASHINGTON; PNUD. NEW YORK

Titre: Integrated energy strategy evaluation for Zimbabwe, January 1992

: DUHAMEL, Bernard

Titre: L'énergie et le développement rural dans les pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest

CONSEIL MONDIAL DE L'ENERGIE. LONDRES

Titre: Southern and East African Regional Energy Forum=Forum sur l'Energie en Afrique Australe et Orientale : "Mobilising Energy for Growth", 13 and 14 October 1994, Cape Town, South Africa="La mise en oeuvre de l'énergie pour la croissance", 13 et 14 octobre 1994, Cape Town, Afrique du Sud

HOWE, James W.

Titre: L'énergie au service des villages africains : Recommandations à l'intention de gouvernements africains et de donateurs étrangers

CONSEIL MONDIAL DE L'ENERGIE. LONDRES

Titre: **L'énergie pour le monde de demain : Réalités, véritables options et actions à entreprendre**

AMOUS, Samir; OUERGHI, Azédine

Titre: **La demande d'énergie dans le secteur résidentiel en Tunisie : Analyse socio-économique des pratiques énergétiques à partir d'une enquête**

BANQUE MONDIALE. WASHINGTON; PNUD. NEW YORK

Titre: **Burundi : Problèmes et choix énergétiques, janvier 1992**

MAHZOUL, Héral

Titre: **La crise énergétique dans le système capitaliste mondiale et ses conséquences pour les PVD**

NATIONS UNIES. NEW YORK

Titre: **Le développement de l'énergie dans les pays de la sous-région d'Afrique de l'Ouest**

ENDA TIERS MONDE-PROGRAMME ENERGIE. DAKAR

Titre: **L'énergie en Afrique : La situation énergétique de 34 pays de l'Afrique Subsaharienne et du Nord**

BANQUE MONDIALE. WASHINGTON; PNUD. NEW YORK

Titre: **Sénégal : Aide à la préparation des documents pour la réunion des bailleurs de fonds sur le secteur de l'énergie, avril 1986**

HURST, Christopher; BARNETT, Andrew; LAGOUTTE, Michel;

Titre: **Le reflexe énergétique : Guide pratique de l'énergie pour les programmes de développement rural des pays en développement**

SHEA, William

Titre: **Les besoins énergétiques de l'An 2000 : Perspectives éthiques et environnementales**

Bruce, N., Perez-Padilla, R., und Albalak, R., "Indoor Air Pollution in Developing Countries:

A Major Environmental Public Health Challenge", **Bulletin of the World Health Organization** 789 (2000),

Energy Sector Management Assistance Programme (ESMAP): "Burundi, Issues and Options in the Energy Sector", Report No. 9215-BU,

FAO (a): "Synthesis: African Forests – A View To 2020", in: **Forestry Outlook Study for Africa**

FAO (c) Forestry Outlook for Africa (FOSA), "Tchad", in: **FAO Forestry Paper 141**, CDRom, FAO 2004

Fofack, Hippolyte, Monga, Celestin, and Tuluy, Hasan, "Household Welfare and Poverty Dynamics in Burkina Faso", **Policy Research Working Paper, The World Bank**, Africa Region, WPS 2590, 2001,

République du Tchad, Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire : « **Etat de la Population du Tchad en 1998 : Situation de la Femme** », N'Djamena 1999,

République du Tchad, Agence pour l'Énergie Domestique et l'Environnement (AEDE), Manuel d'Exécution 2001,



This work is licensed under a
Creative Commons
Attribution – NonCommercial - NoDerivs 3.0 License.

To view a copy of the license please see:
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>

This is a download from the BLDS Digital Library on OpenDocs
<http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/>